



11 Mars 2022



Centre Islamique pour le Développement du Commerce ;

Plus de 38 ans d'expériences au service de la promotion du commerce et des investissements dans les Etats Membres de l'OCI

Horaires d'ouverture
Lun-Jeu : 8h30 – 15h30
Vendredi : 8h30-12h

Adresse : Tour des Habous, 11/12 -ème étage, 2000, Casablanca, Maroc

www.icdt-oic.org

icdt@icdt-oic.org

+212 5 22 31 49 74

Organe subsidiaire de l'Organisation de la Coopération Islamique.



L'actualité du centre

Le CIDC tient son 39^{ème} Conseil d'administration.

Marrakech, 08 Mars 2022



Sommaire

Actualité Analysée :

Les mesures de sauvegarde, un salut pour des filières organisées en quête d'ajustement structurel.

Céréales : l'impact du conflit Russie-Ukraine sur les pays de l'OCI.

Actualité Chiffrée :

CCG – Afrique Subsaharienne : Une coopération économique de longue date diversifiée et prometteuse.

L'actualité du centre
Brèves, Evènements

Actualité analysée

Les mesures de sauvegarde, un salut pour des filières organisées en quête d'ajustement structurel.

L'ouverture des marchés et la multiplicité des accords régionaux préférentiels a donné lieu à des situations où les tissus économiques locaux des pays membres de l'OMC se trouvent confrontés à une concurrence déloyale.

Pour contrer ces pratiques, l'OMC prévoit un arsenal de défense commerciale visant à protéger les branches de production nationale les mieux organisées. Toutefois l'usage de tels dispositifs est limité dans le temps et nécessite des ajustements structurels pour réatteindre un minimum de compétitivité.

1. Les mesures de sauvegarde, une bouée de sauvetage pour les branches de production nationale.

2. Actionner un tel dispositif requiert un secteur bien représenté et des fédérations locales bien structurées.

3. l'aspect éphémère et parfois contreproductif de la sauvegarde appelle à des ajustements structurels.

Les mesures de sauvegarde, une bouée de sauvetage pour les branches de production nationale.

L'Article 19 du GATT donne la possibilité aux membres de l'OMC de restreindre temporairement les importations d'un produit.

Le recours à de telles mesures nécessite la diligence d'enquêtes visant à déterminer si l'accroissement des importations d'un

produit cause, ou menace de causer, un dommage grave pour une branche de production nationale.

Au cours d'une telle enquête, les importateurs, exportateurs et autres parties intéressées peuvent présenter des éléments de preuve et répondre aux communications des autres parties.

Les sujets les plus fréquents dans les enquêtes de sauvegardes concernent les produits chimiques, les métaux de base et articles en ces métaux, les articles en pierres, plâtre, ciment, amiante ou matières analogues ; produits céramiques et verre, denrées alimentaires, produits d'origine animale.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Royaume du Maroc a d'ailleurs eu recours à cet arme ultime et est allé jusqu'à la proroger en décembre 2021. La mesure de sauvegarde concernait le fil machine et le fer à béton appartenant à la famille des produits longs de la sidérurgie.

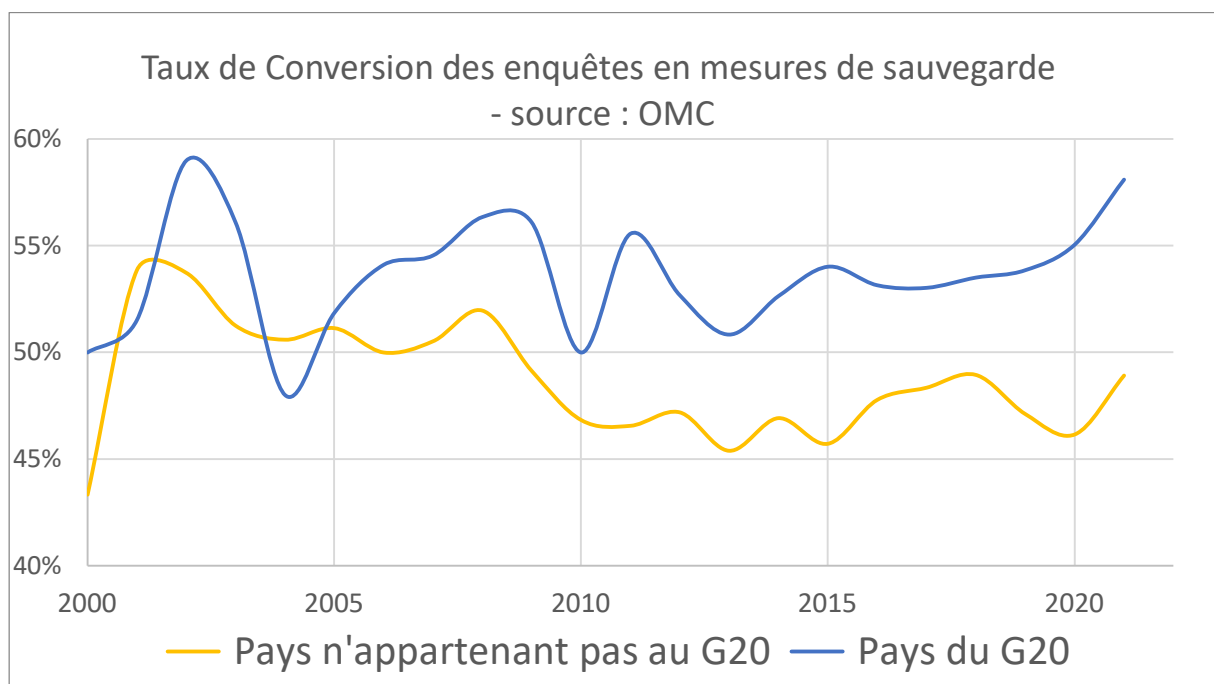
Cette décision faisait suite aux conclusions de l'enquête ouverte en 17 Août 2021 par le

ministère de tutelle. Ce dernier avait statué que malgré la tendance baissière des importations constatées entre 2014 et 2020, le niveau de celles-ci demeurait important et que la situation de la branche de production nationale restait fragile. La mesure de sauvegarde consistait en le maintien d'un droit additionnel spécifique d'environ cinquante-cinq (55) USD / Ton au-delà d'un contingent fixe.

Actionner un tel dispositif requiert un secteur bien représenté et des fédérations locales bien structurées.

Ces 20 dernières années, plus de 373 enquêtes ont été diligentées par les pays membres toutefois seules 192 d'entre elles ont abouti à l'adoption de mesures de sauvegardes.

Les pays du G20, plus industrialisés avec des branches sectorielles correctement organisées jouissent d'un taux de conversion en moyenne plus élevée que les pays ne faisant pas partie du G20 moins accomplis économiquement



En effet par manque de structuration des secteurs permettant un recueil d'information commerciale clair, les enquêtes n'arrivent pas à démontrer le lien de causalité entre les importations et la vulnérabilité des branches de production locale.

D'autant plus que la filière locale du pays exportateur cible de l'enquête, si celle-ci est bien organisée, peut fournir des éléments de défense et parer de tels dispositifs comme en témoigne d'ailleurs l'appel du Trade Remedies Authority of Vietnam (TRAV) qui exhorte l'Association vietnamienne du coton et de la filature ainsi que les fabricants et exportateurs concernés à se concerter et se coordonner pour contrer l'enquête antidumping lancée par le Ministère Turc du Commerce en Mai 2021.



Usine au Vietnam (Source : VNA)

L'aspect éphémère et parfois contreproductif de la sauvegarde appelle à des ajustements structurels.

Plusieurs questions se posent au lendemain de la mise en application d'une mesure de sauvegarde.

Tout d'abord la nécessité d'ajustement structurel car si la mesure tempère la menace, celle-ci n'est pas éternelle. L'on se doit d'améliorer la compétitive locale à travers une refonte du cadre institutionnel par exemple et une exposition moindre aux fluctuations des matières premières.

En effet, une certaine progressivité peut être envisagée mais l'on risque de porter atteinte à la crédibilité des réformes et l'on ouvre la voie à un retour en arrière voire à des exceptions spécifiques ce qui n'encourage ni l'investissement, ni l'innovation encore moins la diversification de la production.

Ainsi toute mesure de défense commerciale ne doit plus se fonder sur les coûts pour calculer un montant de subventions ou une taxe additionnelle. Celle-ci se doit plutôt de supprimer les contre-incitations à l'efficacité et à l'innovation.

Ce fut le cas en Australie où l'on est allé jusqu'à se convertir, pour faire fin aux défenses commerciales, délaissant les gros navires à coque en acier, pour passer à la production de transbordeurs rapides pour laquelle il n'y avait que quelques concurrents internationaux viables.

Conclusion.

Que ce soit pour l'adoption d'une mesure de défense commerciale ou pour constituer un recours auprès de l'OMC, une coordination entre acteurs d'une même filière est nécessaire. C'est en cela même que subir une attaque commerciale ou la parer justifie d'une bonne santé économique.

Au sein de l'espace OCI, plusieurs pays en ont fait la démonstration et se doivent de partager leur expérience avec ceux qui aujourd'hui par manque de structuration se trouvent être victimes de la mondialisation.

Sources :

[Organisation mondiale du commerce – département statistiques](#)

[L'usine nouvelle](#)

[Rapport de l'OCDE sur Les échanges et l'ajustement](#)

Céréales : l'impact du conflit Russie-Ukraine sur les pays de l'OCI.

L'annonce du conflit russo-ukrainien a provoqué de lourdes répercussions sur l'économie mondiale.

En effet, la fermeture des ports ukrainiens, la perturbation du trafic en mer Noire, comme l'annonce d'un certain nombre de sanctions économiques ont provoqué une hausse des prix des matières premières et d'énergies.

De ce fait, c'est là une crise mais aussi une opportunité à terme pour les économies des pays membres de l'OCI.

1. Greniers du monde, la Russie et l'Ukraine, en conflit, mettent en péril la sécurité alimentaire de nombreux pays.
2. Les pays de l'OCI, premières victimes, une dépendance aggravée par le choix d'autres cultures.
3. Une opportunité de remédier aux fragilités structurelles des pays membres.

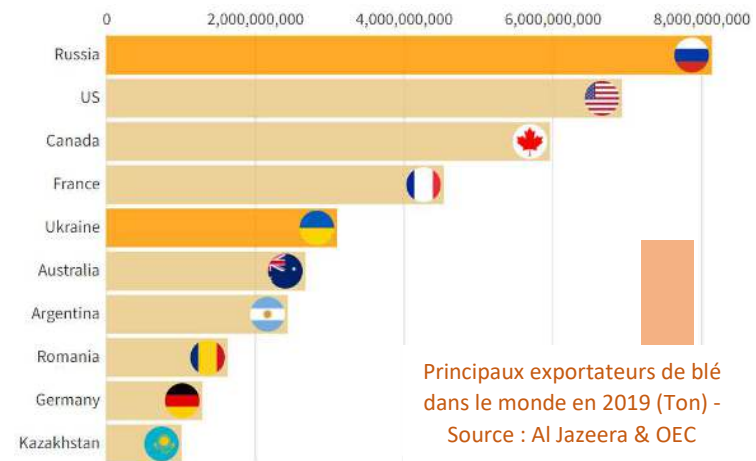
Greniers du monde, la Russie et l'Ukraine, en conflit, mettent en péril la sécurité alimentaire de nombreux pays.

La Russie et l'Ukraine, du fait de la fertilité de leurs terres, sont devenus des puissances agricoles de premier plan. Le programme « tchernoziom » leur a permis d'atteindre des niveaux de production de blé, de maïs, d'orge et de tournesol jamais connus par le passé. La Russie est aujourd'hui troisième producteur mondial de blé et premier exportateur, tandis que l'Ukraine écoule à

elle seule plus de la moitié de l'huile de tournesol commercialisée dans le monde.

Toutefois le conflit pourrait priver cette dernière de 30 % des superficies consacrées à l'orge, et jusqu'à 40 % de sa production de tournesol, blé et maïs.

Ainsi au gré des effets d'annonce autour des tensions entre Kiev et Moscou, les marchés agricoles et notamment ceux des céréales se trouvent soumis à une très forte volatilité des prix mettant en péril la sécurité alimentaire de nombreux pays.



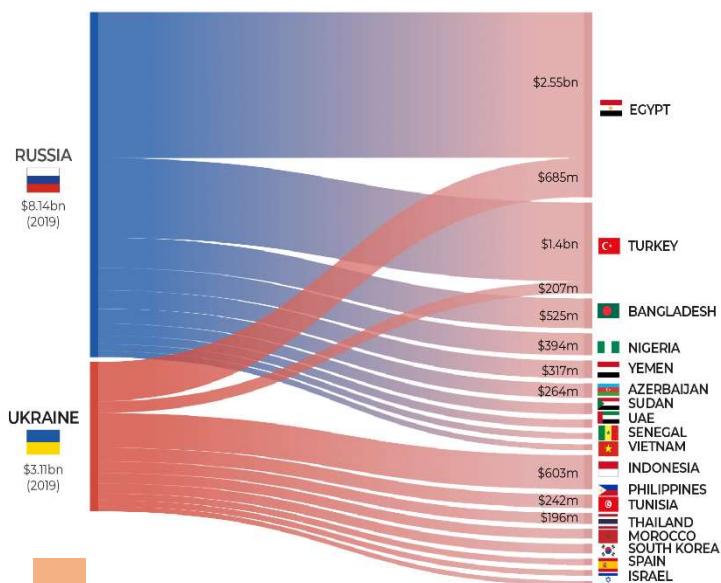
En effet, hormis la décision souveraine de la Russie de suspendre ses exportations de céréales jusqu'au 1er juillet, le conflit risque d'occasionner un blocage des ports et chemin de fer ukrainiens et priver ainsi le marché mondial d'une source importante de matières premières agricoles. Sachant qu'au début février 2022, l'Ukraine disposait encore de plus de 6,3 Mt de blé tendre à exporter, soit une quantité record pour cette période de l'année.

Une situation des plus hostiles pour nombreux pays membres de l'OCI d'autant plus que cela ne se résume pas au blé et à

l'huile dans la mesure où le tournesol en tourteaux sert de denrée essentielle dans l'alimentation de beaucoup d'animaux d'élevage.

Les pays de l'OCI, premières victimes, une dépendance aggravée par le choix d'autres cultures.

L'Égypte, comme d'autres pays du Maghreb ont pu diversifier leurs sources d'approvisionnement de blé en 2021, mais le pays reste encore dépendant de l'importation des denrées alimentaires avec 50% de ses importations de blé en 2021 venant de Russie et 30% d'Ukraine.



Destination du blé (USD) - Source : Al Jazeera & OEC

Certains pays membres de l'OCI tel que le Pakistan, la Turquie, l'Iran ou le Kazakhstan font également office de greniers du monde se plaçant 7-ème, 11-ème, 13-ème et 14-ème producteurs mondiaux.

Ces pays auraient pu constituer une alternative au blé russe et ukrainien,

toutefois ces derniers sont loin de l'autosuffisance. Le Pakistan, en tête des pays producteurs, vient d'annoncer en effet en Juin 2021 l'approbation de licences d'importation à hauteur de 3 millions de tonnes de blé en 2021 et 2022 pour la constitution de réserves stratégiques.

D'autres pays membres de l'OCI sont de grandes puissances agricoles à l'instar du Maroc, mais sont tournés vers des cultures à plus forte valeur ajoutée. Il apparaît clairement aujourd'hui qu'une diversification est nécessaire pour assurer l'autosuffisance alimentaire.

Le conflit : une opportunité de remédier aux fragilités structurelles des pays membres.

Ce conflit a révélé de graves fragilités structurelles dans les systèmes alimentaires des pays de l'OCI. Il est apparu que ces derniers étaient dans l'incapacité à faire face aux crises internationales conjuguées aux pénuries d'eau et autres effets du changement climatique.

Les pays de l'OCI consommateurs de céréales doivent se fixer pour objectif de construire davantage de silos métalliques pour créer une capacité de stockage supplémentaire.

Les terres agricoles irriguées réservées aux céréales ne sont pas suffisantes pour satisfaire la consommation nationale et il est nécessaire de moderniser l'irrigation pour multiplier par deux ou trois les rendements actuels de ces pays en termes de blé.

L'irrigation de précision fonctionnant à partir de sources d'énergie renouvelables, contribuerait grandement à améliorer les rendements agricoles, en particulier lorsqu'elle est associée à des technologies de pointe en matière de gestion hydraulique. Le dessalement d'eau de mer n'étant pas une solution en soi en raison de des coûts énergétiques élevés qui le caractérisent

A cet égard, l'OCI à travers l'OISA a mis en place plusieurs programmes d'assistance visant à soutenir les pays les plus touchés.



Conclusion

Pour les pays exportateurs de pétrole, de gaz et autres minerais, une crise conjoncturelle à l'image du conflit russo-ukrainien peut être dépassée du fait des devises étrangères engrangées et de l'explosion des cours des matières premières résultant du même conflit.

Cependant pour les pays importateurs nets ou auto-suffisants, la moindre crise céréalière met en danger la sécurité alimentaire. Il est possible d'y remédier.

Sources :

[Le Monde](#)
[Medias24](#)
[BBC News](#)
[Al Jazeera](#)
[Terre-net](#)

Actualité chiffrée

CCG – Afrique Subsaharienne : Une coopération économique de longue date diversifiée et prometteuse.

Alors que leurs relations commerciales ont bondi de 270 % durant la décennie 2000 et que ces 3 dernières années ont enregistré une hausse de 45 % des importations depuis l'Afrique Subsaharienne, il est désormais indéniable que pour les pays du golfe, l'Afrique ne se limite désormais plus au Maghreb.

L'affinité religieuse et le partage de la majeure partie des réserves minières du monde donne à ce partenariat, hormis une dimension écoresponsable, un sentiment de respect et de complémentarité.

1. **CCG – Afrique subsaharienne : une coopération diversifiée de longue date.**
2. **Des importations en nette augmentation**

3. L'OCI œuvre au rapprochement arabo-africain.

CCG – Afrique subsaharienne : une coopération diversifiée de longue date.

Du fait de sa proximité linguistique et culturelle, Le Maghreb semblait être le partenaire naturel des pays du golfe en Afrique. C'était sans compter sur l'attrait en termes de consommateurs et d'opportunités d'investissement que représente l'Afrique Subsaharienne.

Le Koweït a d'ailleurs été précurseur en la matière à travers la création du Koweït Fund for Arab Economic Development (KFAED). Suivirent ensuite les Émirats arabes unis qui se placent aujourd'hui parmi les pays les plus

"Africa oriented" du Monde. La dernière édition de l'Africa Global Business Forum tenue à Dubai a effectivement réuni plusieurs responsables politiques économiques africains venant exposer les opportunités de commerce et d'investissement du continent.

Disposant de réserves de pétrole parmi les plus abondantes de la planète, les pays du Golfe voient en l'Afrique un partenaire commercial et non pas un simple bassin minier. De ce fait, ils contribuent de par la nature de leurs investissements et des produits échangés, à une plus grande diversification des économies subsahariennes.

Les échanges commerciaux et d'investissements couvrent en effet plusieurs secteurs. Coté transport aérien, les compagnies du Golfe y possèdent les réseaux les plus étendus - Emirates suivi de Qatar Airways, puis Etihad permettent ainsi à de nombreuses multinationales opérant en Afrique d'implanter leur division "Afrique" dans le golfe arabe. Tandis que pour le transport maritime, DP World est



Cérémonie de lancement du programme d'échange arabo-africain

présent sur le continent africain depuis 2000, à Dakar au Sénégal, à Djibouti et au Mozambique. Coté téléphonie, les compagnies du Golfe

figurent parmi les leaders du marché, hier avec le koweïtien Zaïn, aujourd'hui avec l'émirati Etisalat, via Maroc Telecom.

Côté finance, plusieurs fonds d'investissement saoudiens sont tournés vers l'Afrique tel que les fonds Pan African Investment Partners I et II. Qatar National Bank est aujourd'hui, l'un des deux

actionnaires de référence d'EcoBank, l'une des banques panafricaines les plus solides sur le continent et Investment Corp of Dubai (ICD), a investi dans Dangote Cement, la plus grande société cotée à la Bourse de Lagos.

Coté médias, c'est un consortium de Dubai qui finance en grande partie CNBC Africa et Al Jazeera anime le marché africain.

La soif d'investissement va jusqu'atteindre le secteur des hydrocarbures où l'on assiste à des acquisitions partielles de la part des pays du Golfe que ce soit le Qatar qui entre dans le capital de Total E&P Congo ou les émirats arabes unis à travers AMER, un fonds dirigé par l'ancien banquier émirati Mohamed Alabbar.



Le Président Sénégalais Macky Sall en visite à Abu Dhabi

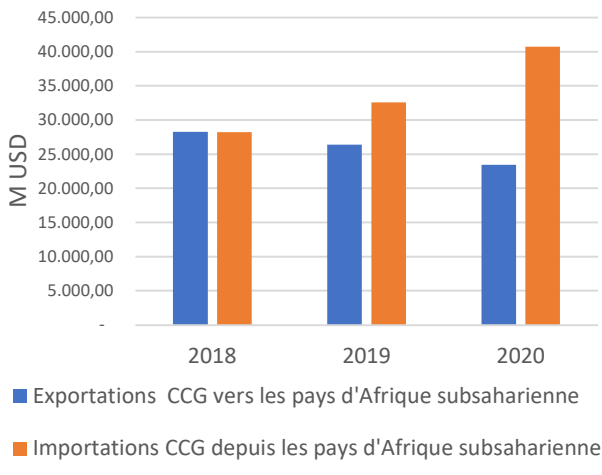
Des importations en nette augmentation.

En 2020, les pays du golfe, ont importé d'Afrique subsaharienne pour plus 40 739,43 Millions de dollars américains (MUSD) de produits enregistrant une augmentation nette de 45 % par rapport à 2018. Tandis que les exportations se sont légèrement déprécié et atteignent 23 448 MUSD (-17%)

Cet effondrement de la balance commerciale au profit des pays d'Afrique Subsaharienne démontre bien de la volonté de soutien des pays du golfe aux économies africaines.

Les principaux produits importés sont les perles et métaux précieux, le cuivre, les combustibles minéraux, les fruits et légumes, ainsi que le café, le thé, le maté et autres épices.

Echanges commerciaux CCG- Afrique subsaharienne



Tandis que les principaux produits exportés sont les matières plastiques, les machines électriques et mécaniques, les combustibles minéraux, les voitures et engins et le tabac.

L'OCI œuvre au rapprochement arabo-africain.

Conscient des opportunités de commerce intra-OCI, cette dernière ne ménage pas ses efforts pour encourager les investissements arabes dans la région, principalement dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) où la quasi-totalité des pays membres font également partie de l'OCI.

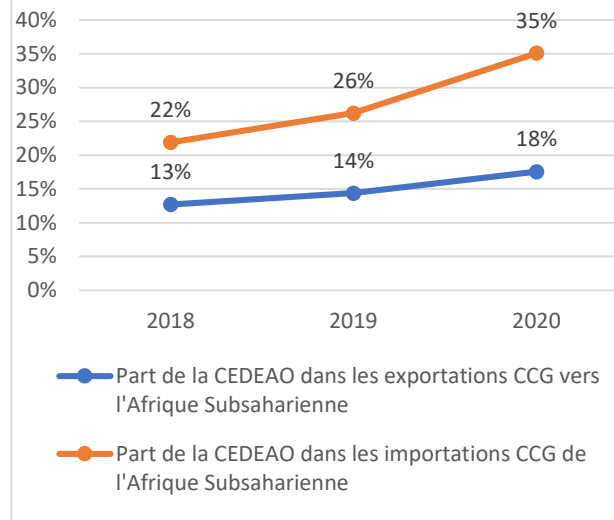
En effet, la part de la CEDEAO dans les échanges commerciaux entre les pays du golfe et toute l'Afrique subsaharienne reste faible par rapport aux potentialités offertes. La part de la CEDEAO dans les échanges commerciaux représentent à peine 25 % du commerce des pays arabes avec l'Afrique subsaharienne, boostée principalement par l'importation de perles fines ou de culture, et de métaux précieux.

A cet effet, un programme des ponts commerciaux arabo-africains (AATB) a été

lancé par trois entités du secteur privé du groupe de la BID.

L'AATB est un programme visant à promouvoir et à accroître les flux commerciaux et d'investissement entre les pays membres africains et arabes de l'OCI ; fournir et soutenir le financement du commerce et l'assurance-crédit à l'exportation ; et améliorer les outils existants de renforcement des capacités liés au commerce.

Part de la CEDEAO dans les échanges CCG - Afrique subsaharienne



Plusieurs secteurs clés tel l'agriculture, le textile ; l'industrie de la santé, y compris les produits pharmaceutiques ; l'infrastructure et les transports ; la pétrochimie et les matériaux et technologie de construction sont au cœur des préoccupations du programme.

En Février 2021, plus de 1 000 institutions de développement, fonds souverains, banques, sociétés d'investissement et de capital-investissement, ainsi que des représentants clés du gouvernement et du secteur des entreprises ont pris part à un webinaire pour discuter des capacités de développement du commerce.

Conclusion

L'Afrique subsaharienne a besoin de capitaux, et les pays du Golfe en regorgent. Ce constat clair fait que les relations entre ces deux régions du monde, aux économies complémentaires, devraient se renforcer dans les prochaines années.

Toutefois, ces flux commerciaux et d'investissement ne pourront prospérer que

si les chefs d'entreprise africains justifient d'une capacité à nouer des contacts directs et privilégiés avec leurs homologues du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, hélas plusieurs fonds souverains du Golfe se limitent à co-investir aux côtés de groupes européens du fait de leur expertise et expérience africaines passées.

Sources :

[ITFC](#)

[Le Point](#)

[Andalo Agency](#)

L'actualité du centre : le CIDC tient son 39ème Conseil d'administration

En application de l'article 11 du Statut Cadre des Organes subsidiaires de l'Organisation de la Coopération Islamique, le Conseil d'Administration du Centre Islamique pour le Développement du Commerce a tenu sa 39ème Session Ordinaire à Marrakech- Royaume du Maroc le 4 Chaabane 1443 H (7-8 Mars 2022) à Marrakech, Royaume du Maroc.

Etaient présents à cette réunion, M. Naghi JABBAROV, représentant du Secrétariat Général de l'OCI et les Membres du Conseil d'Administration représentant le Royaume d'Arabie Saoudite ; la République du Cameroun ; la République de Côte d'Ivoire ; la République d'Indonésie ; le Royaume du Maroc ; la République Fédérale du Nigeria ; la République Islamique du Pakistan ; la République Tunisienne.

Le Conseil a invité le Centre à intensifier ses efforts pour renforcer le commerce intra-OCI ; à participer à l'organisation du Forum du Secteur Privé de l'OCI en collaboration avec le Secrétariat Général de l'OCI en Jordanie en 2022 ; et à créer et mettre à jour des bases de données sur les opportunités d'affaires dans chaque Etat Membre. Ces bases de données contribueront à faciliter la réalisation des projets de partenariat intra-OCI.



Le centre organisera davantage de forums sur le Doing Business, rencontres B2B et l'intégration régionale des pays de l'OCI, intégrera dans la nouvelle stratégie des activités relatives aux produits de niche tels que la banane, le miel, le beurre de karité et d'autres produits tropicaux (mangue, ananas, café et noix de cajou) dans le cadre de l'autonomisation

des populations vulnérables, et enfin organisera des rencontres de réflexion sur les mesures de lutte contre la cherté de la vie, occasionnée par la pandémie Covid 19 .

Enfin, Le Conseil a loué les efforts déployés par Mme Latifa ELBOUABDELLAOUI, Directrice Générale du CIDC, et l'ensemble de ses collaborateurs, pour leur dévouement dans l'amélioration de la qualité des services offerts et des activités entreprises par le Centre pour la réalisation de sa noble mission.

Actualités en bref

Investissement

108 M USD pour l'Élevage et la pisciculture au Cameroun.

Date : 26 Février 2022

Le 23 février 2022, le ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, Dr Taïga, a procédé au Cameroun à la signature de conventions de partenariats avec six entités publiques et onusiennes, en vue de la mise en œuvre réussie du Projet de développement des chaînes de valeur de l'élevage et de la pisciculture (PDCVEP).



Cérémonie de signature du PDCVEP au Cameroun

Le PDCVEP vise, pour les 5 années à venir

l'accroissement des produits bovins, porcins et piscicoles ; et l'amélioration des revenus des acteurs ainsi que la création de nouveaux emplois dans les trois chaînes de valeur que sont la filière bovine, la filière porcine et la filière piscicole.

Source : [Investir au Cameroun](#)

Arabie Saoudite : Lockheed Martin va investir plus d'un milliard de dollars.

Date : 08 Mars 2022

Lockheed Martin a annoncé le 07 Mars 2022 son intention d'investir plus d'un milliard de dollars dans un site de production de matériel militaire en Arabie saoudite, pour fabriquer des composants du système de

défense anti missile THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) conçu pour intercepter les missiles balistiques à courte, moyenne et longue portée.

Source : [Opex 360](#)

Accords commerciaux

Ethiopian Airlines et Air Djibouti s'associent pour le transport maritime et aérien Chine-Afrique.

Date : 09 Mars 2022

Le 08 Mars 2022, Ethiopian Airlines et Air Djibouti annoncent avoir trouvé un accord pour le transport maritime et aérien Chine-Afrique. Il prévoit que le fret sera transporté par voie maritime depuis des destinations chinoises vers la zone franche de Djibouti, puis acheminé par voie aérienne depuis l'aéroport international de Djibouti.



Avion-Cargo d'Ethiopian Airlines

Cette collaboration permettra de gagner du temps et de l'énergie sur le plan logistique et stimulera

la croissance du marché du fret en Afrique.

Source : [Afrimag](#)

Commerce

Multiplication des échanges commerciaux Iran – Inde en roupies.

Date : 28 Février 2022

L'Inde a conçu un système de type troc acceptable pour Washington pour lui permettre d'effectuer des paiements pétroliers à l'Iran, membre de l'OPEP, en roupies par l'intermédiaire d'une petite banque d'État. L'Iran a utilisé les fonds pour ensuite importer des marchandises de l'Inde.



Rapprochement Inde – Iran

Aujourd'hui, la question russo-ukrainienne conjuguée aux restrictions à l'exportation imposées par la Chine dans un contexte de prix mondiaux élevés a poussé l'Inde, principal importateur d'urée à se fournir en Iran.

Source : [Reuters](#)

Coopération économique

Maroc – Union Européenne : 9,2 MM USD d'investissement pour les 7 prochaines années.

Date : 11 Mars 2022

L'UE a révisé à la hausse ses investissements au Maroc au cours des sept prochaines années pour atteindre 9,2 milliards de dollars en vue de soutenir la création d'emplois dans les secteurs de l'agriculture durable et les énergies renouvelables, a

déclaré jeudi 10 Mars 2022 le chef de l'élargissement de la Commission européenne.

Cette promesse d'investissement, qui vise également à soutenir la transition numérique et les petites et moyennes entreprises, vient fortement réévaluer les 1,6 milliard d'euros d'investissement annoncés par la Commission européenne au début du mois dernier.

Source : [Reuters](#)

Le Nigeria signe un accord de développement de contenu local pour le pétrole et le gaz avec le Sénégal.

Date : 10 Mars 2022

Le Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB) et l'industrie pétrolière sénégalaise ont convenu de signer un protocole d'accord pour le développement du contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière du Sénégal.

L'accord a été conclu lors d'une réunion stratégique bilatérale tenue à Lagos, entre le secrétaire exécutif du NCDMB, M. Simbi Wabote, et les principaux responsables de l'industrie pétrolière sénégalaise.



Cérémonie de signature du MOU pour le développement du local content au Sénégal dans le secteur de l'oil and gas.

L'accord faisait partie du soutien stratégique

du Nigéria au développement de contenu local sur le continent africain, qui avait déjà été étendu au Ghana, à la République du Niger, à l'Ouganda, au Kenya, au Gabon, à

l'Ouganda et au Congo Brazzaville.

Source : [All Africa](#)

Événements

Malaisie

AUTOMECHANIKA KUALA LUMPUR 2022

Date : 1-18 Mars 2022

Salon professionnel international de Kuala Lumpur pour l'automobile, les équipements pour garages et stations-services et les pièces détachées et accessoires

Lieu de l'événement : Kuala Lumpur Convention Centre (KLCC)

Organisateur : Kuala Lumpur Convention Centre

E-mail : info@klccconventioncentre.com

Site web : www.klccconventioncentre.com

Nigeria

AGROFOOD NIGERIA 2022

Date : 22-24 Mars 2022

Salon international de l'agriculture et de l'élevage, de l'alimentation, des boissons, de l'emballage et de l'hôtellerie

Lieu de l'événement : The Landmark Events Centre

Organisateur : The Landmark Events Centre

E-mail : info@the-landmark-village.com

Site web : www.the-landmark-village.com

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter :

Latifa El Bouabdellaoui

Directrice Generale

lcddt@icdt-oic.org

Charif El Hamraoui

Responsable Veille & Intelligence économique

c.elhamraoui@icdt-oic.org

Centre Islamique pour le Développement du Commerce,

Adresse : Tour des Habous, 11/12 -ème étage, 2000, Casablanca, Maroc

Site web : www.icdt-oic.org; Mail : icddt@icdt-oic.org; Tel : +212 5 22 31 49 74